

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonce n° 61

06 - Alpes-Maritimes

ASSOCIATIONS

Modifications

Déclaration à la sous-préfecture de Grasse

Ancien titre : CONFEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS CHRETIENS

Nouveau titre : **ORGANISATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL.**

Nouvel objet : a a) pour but de : b) créer au plan européen, nationale, régionale, locale un mouvement d'ensemble du syndicalisme basé sur les principes ci-dessus ; c) d'établir entre les adhérents et les salariés et les syndicats des liens étroits de solidarité pour la défense des droits, d'intérêts professionnels, économiques et sociaux de leurs membres et des salariés des secteurs publics et privés ; dans cette optique monsieur Walter d'Onofrio, président réélu du mouvement syndical est désigné par le congrès sur proposition du conseil fédéral comme défenseur syndical nationale, défenseur civique nationale en droit du travail, pour une durée indéterminée ayant pour mission la défense et l'assistance aux salariés qui soit adhérent ou non a cette organisation générale du travail ; d) de faire valoir et aboutir toutes les revendications dans le cadre professionnel, tant auprès des syndicats patronaux que des pouvoirs publics et de toutes organisations sociales ou paritaires ; e) participer aux institutions d'entraide et de perfectionnement pour promotion des travailleurs des branches professionnelles ; f) de rendre aux syndicats conventionnés les services qui leur seront utiles en toutes circonstances en particulier en matière de promotion syndicale ; g) exercer une action interprofessionnelle nationale européenne et internationale ; h) représenter les organisations affiliées et des salariés lorsque l'intérêt général le nécessitera : i) auprès des pouvoirs publics et des institutions légales ; j) auprès des organisations ou institutions nationales de caractère social ou économique ; k) auprès des institutions ou organisations internationales ; l) le président du mouvement syndical ou toute personne par lui mandaté pourra désigner les représentants locaux ou d'entreprises en droit social, les délégués centraux ou syndicaux, des représentants près des comités d'entreprise créer les sections syndicales et nommer les représentants des sections syndicales dans les secteurs public ou privé, ou mandater tout syndiqué pour le représenter dans les divers organismes et commissions d'entreprise, locaux, nationaux, européens ou internationaux, où les intérêts des salariés peuvent être défendus ; m) agir pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, les libertés et les droits fondamentaux et syndicaux des membres et des salariés des secteurs public et privé ; n) le mouvement syndical agit librement sur tous les champs de la vie sociale et fait valoir les idéaux de liberté, d'égalité, de laïcité, de respect des adhérents et des salariés quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses ; o) le caractère démocratique et républicain du mouvement syndical s'établit dans les principes dans la participation directe des adhérents et des syndicats pour les choix stratégiques du mouvement syndical et ce par voie du référendum interne qui pourra se dérouler par tous les moyens ; p) le président peut créer tous services reconnus nécessaires

aux organisations conventionnées ; le président peut nommer tous délégués syndicaux, représentant des sections syndicales etc

Siège social : 25, rue Volti, 06230 Villefranche-sur-Mer.

Transféré, nouvelle adresse : 35, avenue des Bleuets, 06600 Antibes.

Date de la déclaration : 14 septembre 2022.